

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 03/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ICPF**

74 quai du Commerce  
71600 Paray-le-Monial

Références : LW/NM/2023/M\_87  
Code AIOT : 0005401812

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement ICPF implanté à Paray-le-Monial (71 600), 68 quai du Commerce. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'une visite d'inspection réalisée le 13 octobre 2021, l'exploitant a été mis en demeure par le préfet de Saône-et-Loire, par arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2021-28-2 du 28 janvier 2021, de satisfaire, dans des délais impartis, à certaines de ses obligations.

Une nouvelle inspection a été réalisée le 26 janvier 2022 dans le but de vérifier les actions curatives et correctives mises en œuvre par l'exploitant à la suite des non-conformités à la réglementation relevées lors de la précédente visite d'inspection du 13 octobre 2021, plus particulièrement celles permettant de satisfaire les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral précité. Lors de cette inspection, certaines actions proposées par l'exploitant étaient, pour diverses raisons, encore en cours de réalisation et des demandes de compléments avaient été sollicitées par l'inspection au travers du rapport de visite du 17 mars 2022.

Cette nouvelle inspection avait donc pour but de faire un point d'avancement sur ces actions et demandes de compléments.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ICPF
- 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial
- Code AIOT : 0005401812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ICPF, filiale du groupe Barret, est spécialisée dans l'imprégnation et l'usinage du bois, en particulier dans le traitement par autoclave permettant de garantir une grande durabilité des produits. Notamment spécialisée dans le traitement des traverses de chemin de fer, elle est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 13 décembre 1934, complété de huit arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le suivi des démarches engagées à la suite de la précédente inspection du 26 janvier 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan de gestion de la pollution	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-III et 1-IV	/	Sans objet
5	Stockage des bois traités	Arrêté Préfectoral du 13/01/2005, article 3	/	Sans objet
6	Ouvrages de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	/	Sans objet
2	Suivi du dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	/	Sans objet
3	Dispositif de comptage des eaux prélevées et réinjectées	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	/	Sans objet
7	Garanties financières	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 516-1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection, 4 demandes de compléments sont formulées concernant :

- **1 non-conformité, relevée sur :**
  - les ouvrages de surveillance des eaux souterraines.
- **4 demandes de compléments, portant sur :**
  - le dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince" ;
  - le dispositif de comptage des eaux prélevées et réinjectées ;
  - le plan de gestion de la pollution ;
  - le stockage des bois traités.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procède à la mise en place d'un dispositif technique efficace permettant de contenir et capter les polluants au niveau du point de résurgence dans la rivière « Bourbince ».</p> <p><b>Constat relevé lors de l'inspection du 26 janvier 2022 :</b></p> <p>Deux dispositifs sont présents au niveau de cette résurgence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un boudin absorbant permettant de contenir et de capter les polluants au niveau du point de résurgence de la rivière ;</li><li>- un linéaire de palplanche permettant de contenir les sédiments impactés et réduire leur brassage avec ceux de la rivière.</li></ul> <p>Le boudin absorbant a été remplacé par la société Tauw le 12 novembre 2020, puis deux fois en 2021 lors de chaque campagne de surveillance des eaux souterraines et superficielles.</p> <p>L'inspection a constaté lors de cette inspection la présence de ces dispositifs et le bon état du boudin absorbant.</p> <p>Néanmoins, l'inspection a relevé la présence d'irisations au-delà du boudin absorbant, à environ 30 cm de ce dernier.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en précisant les solutions qu'il envisage de mettre en place afin que ce boudin soit, et reste dans le temps, suffisamment éloigné du rivage pour permettre de capter et de contenir l'ensemble des polluants qui ressortent à la surface de la rivière.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a ajouté des piquets afin de tenter d'améliorer le maintien du boudin suffisamment éloigné du rivage pour permettre de capter l'ensemble des polluants ressortant du point de résurgence à la surface de la rivière. L'inspection n'a pas constaté la présence d'irisations au-delà du boudin absorbant. Néanmoins, le boudin était situé entre les piquets et le rivage, et aucun système de fixation du boudin aux piquets n'était visible.</p> <p><b>Demande de compléments:</b></p> <p>L'exploitant confirmera si la situation constatée par l'inspection était normale et apportera des précisions sur les modalités du maintien en place de ce boudin absorbant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Suivi du dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifie de la réalisation des contrôles destinés à s'assurer que les mesures mises en place au point de résurgence à la rivière « Bourbince » demeurent effectives et efficaces dans le temps (ex.: tenue d'un registre comportant les dates de contrôle, la nature des interventions réalisées, les commentaires utiles, le bilan matière en lien avec les opérations d'éliminations des boudins saturés). <b>Constat relevé lors de l'inspection du 26 janvier 2022 :</b> L'exploitant a mis en place un registre de suivi lui permettant de s'assurer dans le temps que les mesures mises en place au point de résurgence de la rivière demeurent effectives et efficaces. Le suivi physique des mesures mises en place est hebdomadaire. L'inspection a consulté ce registre et n'a pas relevé d'anomalie particulière. Le boudin absorbant est remplacé deux fois par an et son élimination est prise en charge par la société Triadis à Beaufort (39). L'exploitant dispose des bordereaux de suivi de ce déchet. <b>Constats :</b> L'inspection a vérifié que ce suivi était bien effectif dans le temps depuis la dernière inspection. Le suivi de ce dispositif est assuré une fois par semaine par le responsable de la maintenance du site qui réalise les actions correctives si nécessaire. Les résultats de ces interventions sont notées manuellement par l'assistante puis portés sur un registre informatique. L'inspection a consulté ce registre et n'a pas relevé d'anomalie particulière. Elle a constaté que le suivi était régulier et que lorsqu'une anomalie était constatée, cette dernière était corrigée rapidement par le responsable de la maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Dispositif de comptage des eaux prélevées et réinjectées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifie de la mise en place d'un dispositif technique complété de dispositions organisationnelles permettant de garantir la comptabilisation, en tout temps, des volumes prélevés dans la tranchée filtrante et refoulés dans l'ouvrage de réinjection. <b>Constat relevé lors de l'inspection du 26 janvier 2022 :</b> L'exploitant a mis en place deux compteurs permettant la comptabilisation des volumes prélevés dans la tranchée filtrante et refoulés dans l'ouvrage de réinjection. Un registre permet d'assurer le suivi de cette comptabilisation. L'exploitant précise que les eaux prélevées sont issues d'une part de la tranchée drainante et d'autre part d'un puits situé au sud-est du site. L'exploitant s'est aperçu lors du renseignement du registre que le compteur de prélèvement ne fonctionnait pas correctement du fait d'un manque de pression. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en spécifiant les solutions qu'il envisage de mettre en place afin de garantir dans le temps une comptabilisation la plus exhaustive possible des volumes d'eaux prélevés dans la tranchée filtrante et dans le puits et les volumes réinjectés dans l'ouvrage. <b>Constats :</b> Deux nouveaux compteurs ont été installés à la suite de la visite du 26 janvier 2022. L'exploitant indique que leur fonctionnement est satisfaisant depuis leur installation du 12 avril 2022. Le responsable de la maintenance effectue un relevé mensuel de l'index de ces deux compteurs qui sont par la suite tracés par l'assistante sur un registre informatique. Ce registre appelle quelques remarques de la part de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- aucun volume d'eau prélevé ou rejeté n'y figure ;</li><li>- il apparaît de grosses différences sur les index relevés selon les mois.</li></ul> <b>Demande de compléments :</b> L'exploitant tentera d'apporter les commentaires utiles à la compréhension de ce registre et des informations contenues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 4 : Plan de gestion de la pollution

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-III et 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Site et sols pollués
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I - l'exploitant transmet <b>un diagnostic environnemental</b> approfondi, comportant <b>un schéma conceptuel</b> , dont la réalisation est assurée par un prestataire disposant d'une certification LNE [...] II - L'exploitant réalise <b>un plan de gestion</b> de la pollution selon la méthodologie nationale (norme NF X 31-620) [...]  <b>L'inspection rappelle les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2015 qui indique précisément le contenu et les attendus de ces études et les constats référencés 20201013- 8 et 20201013-11 formulés lors de l'inspection du 13 octobre 2020.</b>  <b>Constat relevé lors de l'inspection du 26 janvier 2022 :</b> I - L'exploitant a missionné le bureau d'études Tauw France pour la réalisation de ce diagnostic environnemental. Le bureau d'études a proposé, au travers d'un rapport référencé R002- 1618592TRI-V01, une visite du site, la réalisation d'une étude historique et documentaire ainsi qu'une étude de vulnérabilité, le tout permettant d'élaborer un schéma conceptuel qui servira d'outil principal dans la préparation et la réalisation d'un programme d'investigations approfondi dans le cadre d'un plan de gestion. II - Compte tenu de l'édition tardive du rapport évoqué précédemment, le plan de gestion n'a pas été réalisé. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en apportant les éléments permettant de justifier de la commande effective des études préalables à la réalisation du plan de gestion de la pollution et un calendrier de remise de celles-ci et du plan de gestion.  <b>Constats :</b> Par courrier du 15 avril 2022, l'exploitant a indiqué qu'il ne pouvait pas produire de bon de commande en l'absence de proposition chiffrée de la part du bureau d'études, ce dernier s'étant engagé, par courrier électronique du 15 avril 2022, à produire cette proposition sous un délai de 15 jours. Une proposition chiffrée par ce même bureau d'études, rédigée la veille de l'inspection, a été présenté par l'exploitant. L'inspection rappelle que l'exploitant, qu'il soit une personne physique ou morale, est responsable des demandes administratives, des contrôles périodiques et du respect des prescriptions techniques exigées par la réglementation. Il peut déléguer sa responsabilité, ou sous-traiter à un prestataire extérieur tout ou partie de ses activités, mais reste financièrement et pénalement responsable de son installation.  <b>Demandes de compléments:</b> L'exploitant transmettra <b>sous un délai de deux mois</b> les éléments (bon de commande détaillé et validé) permettant de justifier qu'il a bien engagé auprès du (ou d'un) bureau d'étude la démarche permettant in fine la réalisation de ce plan de gestion. Il transmettra par ailleurs, dans les mêmes délais, un planning prévisionnel validé par le bureau d'études, pour chaque étapes des études requises, jusqu'à l'élaboration finale de ce plan de gestion.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Stockage des bois traités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2005, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bois qui ont fait l'objet d'un traitement doivent être stockés dans des conditions permettant d'éviter qu'ils ne soient à l'origine de pollution par égouttage ou par lessivage par les eaux météorites. [...] <b>Constat relevé lors de l'inspection du 26 janvier 2022 :</b> Les bois traités sont stockés sur une dalle fortement détériorée. De plus ces derniers ne sont pas protégés des intempéries en limite de stockage. Ce constat a été relevé lors de la précédente inspection et l'exploitant indique avoir rencontré des difficultés techniques qui n'ont pas permis la réfection de cette dalle. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en déterminant les solutions envisagées et retenues pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- la remise en état de cette dalle ;</li><li>- la protection totale des stockages contre les intempéries ;</li></ul> et en précisera les délais de mise en œuvre.
<b>Constats :</b> L'exploitant avait, dans un premier temps et dans l'attente des résultats des études mentionnées précédemment, prévu de barder le bâtiments pour assurer une protection totale des stockages contre les intempéries. Il a finalement réfectionné la dalle fortement dégradée et prévoit la mise en place du bardage au cours de l'été 2023. <b>Demande de compléments:</b> L'exploitant confirmera ce délai de mise en œuvre et informera l'inspection lorsque les travaux auront été réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Ouvrages de surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a relevé une non-conformité en constatant que les deux ouvrages de surveillance des eaux souterraines situés en dehors du site, en bordure de la rivière "Bourbince", sont bien équipés de capots de fermeture mais ne disposent pas d'un dispositif assurant une bonne sécurité des ouvrages afin de limiter tout acte de malveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 516-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations définies par décret en Conseil d'État présentant des risques importants de pollution ou d'accident, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières.[...] <b>Constat relevé lors de l'inspection du 13 octobre 2020 :</b> L'établissement relève de l'autorisation environnementale telle que prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement pour l'exploitation d'une installation relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2415. En application des dispositions de l'article L. 516-1 du code de l'environnement et de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières [...] l'exploitant transmettra le calcul actualisé relatif au montant des garanties financières applicables aux installations qu'il exploite sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis au préfet de Saône-et-Loire par courrier du 14 février 2022 sa proposition de montant de garanties financières au travers d'un dossier technique complété par courrier du 28 juin 2022. L'arrêté du 31 mai 2012, qui fixe au travers de ses annexes I et II la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, a été modifié par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2022 et mis à jour le 24 mars 2022. Les installations relevant de la rubrique n° 2415 de la nomenclature ont été supprimées de la liste des installations subordonnées à constitution de garanties financières. Les installations de la société ICPF ne relèvent donc plus des dispositions réglementaires de l'article L. 516-1 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet